

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Les Premiers Aspects d'une Guerre Civile (Boris Souvarine). — Les Problèmes de la Révolution allemande (G. Zinoviev). — La Question des Réparations (Boris Souvarine). — Répression et

Réaction. — L'Orage gronde dans la Ruhr (P. Maslovsky). — Notes d'Allemagne (R. Albert). — Problèmes actuels du Mouvement Communiste (V. Milioutine).

Les premiers aspects d'une guerre civile

CINQ années après la révolution démocratique-bourgeoise d'Allemagne, la révolution prolétarienne est en vue. Naturellement, tant que celle-ci ne sera pas un fait accompli, les communistes seront traités de fous ou d'aventuriers par les contre-révolutionnaires, surtout par ceux qui se prétendent socialistes : les bolcheviks ont eu le même sort avant octobre — et même après, malgré les évidences. Mais, pour ceux qui observent objectivement la situation, le doute n'est pas permis.

Quelles sont les conditions indispensables à la victoire d'une révolution prolétarienne ? Nous en voyons trois : une situation économique donnant une conscience révolutionnaire à la majorité du prolétariat ; un Parti communiste capable de conduire cette masse à la victoire ; un état bourgeois affaibli, discrédité, désarmé, vulnérable aux coups de la classe révolutionnaire. Ces trois conditions sont réalisées aujourd'hui, dans l'essentiel, en Allemagne.

La situation économique n'a cessé d'empirer pour les classes travailleuses, depuis la guerre impérialiste. L'occupation de la Ruhr en a précipité l'aggravation. Les deux grandes défaites de l'Etat allemand, défaite militaire de 1918, défaite économique de 1923, ont été obtenues aux frais du prolétariat et des classes moyennes. La paupérisation des masses s'est accomplie jusqu'à un degré inconnu dans aucun pays « civilisé ». La petite bourgeoisie des villes est tombée, comme le prolétariat,

dans le plus affreux dénuement. L'immense majorité de la population est acculée au désespoir, à la révolte.

Le Parti communiste est maintenant capable de faire de cette révolte une révolution sociale. Le petit groupe Spartacus est devenu un grand parti de masse. Les incompris de 1918-19, les disciples de Rosa Luxembourg et de Liebknecht n'ont cessé de gagner en autorité. La ligne juste suivie par le parti, sous l'influence de l'Internationale Communiste, lui a permis de conquérir d'abord la majorité du « Parti indépendant », puis une grande fraction des syndicats, puis l'influence prépondérante sur les Conseils d'usine, enfin la majorité des forces actives du prolétariat. La tactique du front unique, inaugurée par la fameuse « lettre ouverte » de 1921 et aboutissant aux « gouvernements ouvriers » de Saxe et de Thuringe de 1923, a fait réellement du Parti communiste le parti par excellence de la classe ouvrière, le parti unique de la révolution prolétarienne. Avec son organisation groupant environ 400.000 membres, ses centuriers englobant de nombreux ouvriers social-démocrates et sans parti, sa majorité des Conseils d'usines dont l'influence se substitue à celle des syndicats défaillants, le Parti communiste, seul, peut encadrer les grandes masses révoltées et les guider vers le but révolutionnaire.

La classe dominante est désarmée, l'Etat bourgeois s'écroule. La République démocratique

tique et parlementaire n'est même plus une fiction. Le gouvernement est sans autorité, le Reichstag ne compte plus. La réaction et la révolution s'organisent et tiennent le pseudo-pouvoir central. Les partis bourgeois divisés se révèlent impuissants. Les forces de droite — nationalistes, agrariens, fascistes, monarchistes et compagnie — n'osent pas encore faire le pas décisif, doutant de vaincre les difficultés extérieures et la résistance intérieure. La principale force « démocratique », dernier défenseur du capitalisme déclinant, le Parti social-démocrate sombre dans l'ignominie. Les syndicats ouvriers, en partie conquis par les communistes, en partie paralysés par leur bureaucratie réformiste, ne jouent plus aucun rôle actif.

Ainsi, les trois conditions principales d'une révolution prolétarienne sont réalisées. Pour que l'inéluctable s'accomplisse, il ne manque plus que l'impulsion finale et quelques conditions pratiques.

Pour apprécier l'état de choses de ces dernières semaines en Allemagne, il faut avoir en vue cette explication essentielle éclairant tous les événements que d'aucuns trouvent confus et incompréhensibles : *il y a trois groupes de forces en présence, et aucun ne s'est encore résolu aux actes décisifs.*

La droite, qui peut compter sur des formations groupant environ 600.000 hommes bien armés, encadrés et dirigés, doit compter aussi avec ses divisions intérieures : rivalité des grands généraux, séparatisme et anti-séparatisme, soumission ou résistance au traité de Versailles ; elle a son camp retranché, la Bavière, base de son offensive ou de sa défensive, et où ses forces se concentrent ; mais elle sait qu'elle aura affaire à forte partie, à la grève générale et à l'insurrection ouvrières, et elle y regarde à deux fois avant de s'engager dans l'irréparable.

La gauche, forte du Parti communiste qui la dirige et de la majorité de gauche du Parti social-démocrate qui la soutient ; des organisations nouvelles du prolétariat : centurions armées, commissions de contrôle, conseils d'usines ; de l'adhésion d'un nombre crois-

seules forces réelles et ne tient le pouvoir nominal que parce que ni celle-ci, ni celle-là n'ont décidé de le lui enlever.

Mais l'heure de la rupture du relatif équilibre d'aujourd'hui approche. La situation économique empire à une vitesse catastrophale. La faim jette la population dans la rue, engendre des émeutes, le pillage, le désordre. Les malheureux, mitraillés par ordre des ministres social-démocrates, se rallient en masse au drapeau communiste. La tactique des communistes a porté la démoralisation dans les rangs fascistes. Le simili-gouvernement de Berlin donne de la tête, à tort et à travers. Les dernières péripéties se précipitent dans une succession vertigineuse.

Dans le chaos où l'Allemagne est tombée, dans l'éroulement du plus puissant et du plus développé des Etats capitalistes, dans la misère atroce où se débat un grand peuple créateur et producteur, un seul espoir apparaît, lumineux : le communisme.

Seule, la révolution communiste restituera au peuple allemand les richesses qu'il a créées de son labeur gigantesque. Seule, elle assurera la paix en jetant à l'impérialisme avide les morceaux qu'il exige à la faveur de sa force momentanée, et que le prolétariat français lui fera restituer un jour. Seule, elle établira l'ordre, mais un ordre nouveau, un ordre prolétarien. Seule, elle peut compter sur des alliés fidèles dans tous les pays, sur l'Internationale Communiste toujours vigilante, agissante, sur la grande Union des Républiques socialistes soviétiques qui s'étend de Minsk à Vladivostok sur plus de la moitié de l'Europe et de l'Asie.

Mais, surtout faisons en sorte, communistes français que nous sommes, ouvriers révolutionnaires des syndicats, travailleurs éveillés de toutes les organisations ouvrières, que la révolution allemande de demain trouve en nous une force combattante qui protège ses arrières, qui se dresse, coûte que coûte, pour barrer le chemin à la contre-révolution armée, qui soit prête à se sacrifier s'il le faut, pour assurer la victoire révolutionnaire sur le champ décisif.

Boris SOUVARINE

LES PROBLÈMES de la Révolution allemande

Les événements d'Allemagne s'accomplissent avec l'inexorabilité du destin. Le chemin que la Révolution russe a franchi en 12 ans, de 1906 à 1917, la Révolution allemande ne met que 5 années à le franchir : 1918-1923. Coalition gouvernementale, grande coalition, Kornilov (les Bavarois), ministères de compétences et de personnalités (nos Kychkine), de nouveau grande coalition, bref, un invraisemblable tourbillon ministériel. Ceci « en haut ». En bas, dans les masses, l'effervescence, la volonté de combat, la volonté d'une décision. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que la révolution prolétarienne heurte à la porte de l'Allemagne.

Les événements prochains auront une grosse importance dans l'histoire mondiale. On verra bientôt que, pour le monde comme pour l'Allemagne, l'automne 1923 marque un tournant. De ses mains frémissantes, le prolétariat allemand tourne la page la plus importante du livre de l'histoire de la classe ouvrière. Un glas sonne. Un nouveau chapitre de la révolution mondiale s'ouvre.

Quel sera le contenu social de la révolution allemande ? Quelle classe la dirigera, l'incarnera ?

Pour le savoir, jetons un coup d'œil sur la composition sociale de la population de l'Allemagne. En 1920, l'Allemagne avait 59,4 millions d'habitants. Sa population adulte se répartissait comme suit :

Agriculture et exploitation des forêts....	9.825.000
Industrie et bâtiment	14.570.000
Commerce, transports	5.000.000
Domestiques	330.000
Professions libérales et fonctionnaires..	2.140.000
Sans profession	1.700.000
Total	33.865.000

Le tableau sera plus clair encore si nous divisons cette population par classes sociales. Elle nous apparaît alors sous cet aspect :

	Indépendants	Demi-prolétaires	Employés	Ouvriers
Agriculture ...	1.180.750	1.275.500	196.500	7.172.000
Industrie	550.000	1.200.000	1.020.000	11.800.000
Commerce	500.000	1.000.000	1.000.000	2.500.000
Domestiques ..	—	—	—	330.000
Professions libérales	500.000	—	1.000.000	950.000
Sans profession	1.700.000	—	—	—
Total	4.430.750	3.475.500	3.216.500	22.752.000

Le nombre des ouvriers même, si nous les distinguons des éléments demi-prolétaires, est deux fois aussi grand que celui de toutes les autres catégories mises ensemble.

La base sociale de la révolution qui vient ap-

pert donc nettement. Dans les villes, prédominance absolue des ouvriers. Ces ouvriers ont suivi de façon cu d'autre la socialdémocratie contre-révolutionnaire. Tant qu'ils ont persévéré dans les voies de la paix sociale, tant qu'ils ont espéré avoir leur pain sans guerre civile, la bourgeoisie allemande a pu être tranquille. Ce qu'il y a d'essentiel et de nouveau dans l'heure présente, c'est que cette classe ouvrière géante se convainc enfin que le pays ne peut être sauvé, et qu'elle ne peut être sauvée elle-même que par une révolution. Au moment où la classe ouvrière d'Allemagne tourne le dos à la socialdémocratie et vient vers le Parti Communiste, le sort de l'Allemagne se décide. Le doute n'est plus permis. Les événements prochains peuvent être variés, mais ne peuvent varier que dans l'étroites limites.

Les 7 millions de travailleurs agricoles exerceront, au cours des événements décisifs qui se rapprochent, une influence très grande sur les campagnes. En Russie, la révolution prolétarienne a dû faire aux propriétaires fonciers et aux gros paysans une guerre véritable. Dans le meilleur des cas, les ouvriers russes en armes ne pouvaient compter dans les campagnes que sur l'appui des paysans pauvres et des anciens combattants. En Allemagne, les choses se présentent beaucoup mieux. On n'aura vraisemblablement pas besoin d'envoyer dans les campagnes des militants ouvriers. Les travailleurs agricoles feront eux-mêmes le plus gros de la besogne nécessaire pour réduire à l'impuissance de nuire (ou, pour mieux dire, anéantir) la contre-révolution des propriétaires fonciers et des paysans cossus. En majorité, les travailleurs agricoles sympathisent avec le communisme. Sans doute, les gros paysans allemands — petits propriétaires fonciers — sont parfaitement organisés et opposeront au régime prolétarien une résistance acharnée. Mais reportons-nous aux chiffres ; quant à l'issue de la lutte, ils ne permettent aucun doute.

La révolution allemande qui vient sera une révolution prolétarienne de classe. Les 22 millions de prolétaires allemands qui en constituent l'armée sont le noyau du prolétariat international. Au capitalisme, ils opposeront la révolution internationale. D'après les estimations les plus élevées, la Russie avait, en 1917, 8 à 10 millions d'ouvriers sur une population de 160 millions. L'Allemagne, avec une population de 60 millions, a plus de 20 millions d'ouvriers. Chez nous, la classe ouvrière n'était qu'une petite minorité ; en Allemagne, elle constitue l'élément principal, la majorité de la population. Les ouvriers allemands ont presque tous passé par l'école primaire. Ils sont cultivés. Ils se sont battus à la guerre impé-

rialiste, et ce qu'ils y ont appris en fera de magnifiques soldats révolutionnaires. La social-démocratie leur a donné un enseignement coûteux, mais utile.

La chose capitale, c'est que la révolution allemande opérera sur une puissante base industrielle. Il est vrai que l'industrie allemande est dans une situation bien difficile. Elle a perdu les grandes richesses naturelles d'Alsace-Lorraine, une partie de la Prusse orientale, une partie de la Haute-Silésie, Memel, Dantzig, le nord du Schleswig, la Sarre et, finalement, la Ruhr. L'Allemagne ne peut évidemment pas payer à l'Entente les 132 milliards qu'on lui réclame en vertu du traité de Versailles. Mais l'industrie allemande n'en conserve pas moins une puissance formidable. En ce sens, le mot de Lénine reste juste : « En Europe occidentale, disait-il, et surtout dans des pays tels que l'Allemagne, il sera beaucoup plus difficile de commencer la révolution prolétarienne qu'en Russie. Mais il sera beaucoup plus facile de la continuer et de l'achever ». Dans l'industrie et dans l'agriculture, le prolétariat allemand a la prédominance. Nulle part la technique n'est si perfectionnée qu'en Allemagne. Nulle part le nombre des ouvriers qualifiés, susceptibles d'administrer avec succès l'économie socialiste, n'est aussi grand.

Le prolétariat allemand ne peut plus prendre trop tôt le pouvoir — au sens historique du mot. Kautsky le savait autrefois. Dans sa dernière œuvre révolutionnaire datant de 1900, le *Chemin du Pouvoir*, il le disait. Les conditions objectives de la victoire d'une révolution prolétarienne, en Allemagne, sont mûres depuis longtemps. La guerre de 1914-18, la paix de Versailles et tous les événements qui s'y rattachent achèvent de réaliser toutes les conditions préalables d'une victoire prolétarienne en Allemagne.

La révolution allemande sera une révolution prolétarienne de classe. Ce n'est pas à dire que le reste de la population de l'Allemagne soit à considérer comme une masse réactionnaire. Loin de là. La caractéristique de la révolution prolétarienne allemande sera précisément le rôle qu'y joueront les éléments petits-bourgeois des villes, fonctionnaires, employés, petites gens. On peut dire que le rôle joué en Russie par les paysans, las de la guerre, épuisés par des dévastations continues, poussés aux abîmes par le développement du capitalisme, incombera en Allemagne aux classes moyennes de la ville. Elles hésitent, naturellement, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Peut-être leur arrivera-t-il de se ranger souvent du côté des ennemis de la révolution. Mais, en définitive, elles lui fourniront un élément auxiliaire. Le prolétariat des villes et des campagnes restera, en tout état de choses, le porteur de l'idée révolutionnaire. Dès aujourd'hui, il a réussi à neutraliser, en un laps de temps vraiment court, des éléments petits-bourgeois et à conquérir la sympathie de quelques autres. Des employés et des petits fonctionnaires entrent dans les Comités d'usines illégaux, qui suivent les mots d'ordre du Parti Communiste allemand.

Nous savons, Lénine nous l'a enseigné, que chaque grande révolution se développera à sa façon propre. Nous savons que la révolution allemande ne peut pas être une répétition de la révolution russe. Nous voyons dès aujourd'hui que le rôle que se prépare à y jouer la petite-bourgeoisie des villes est tout à fait particulier.

Le caractère prolétarien de la révolution est-il compatible avec ce fait ? L'attitude de la petite-bourgeoisie urbaine d'Allemagne est en partie dictée par la politique brutale de l'Entente, qui a tout fait pour empirer son sort et, en partie, par l'égoïsme de la grande bourgeoisie germanique, cause de la ruine des classes moyennes. Marxistes, nous savions déjà que le grand capitalisme anéantit la petite bourgeoisie et en prolétarise l'élément le plus nombreux. Mais c'est pour la première fois que nous voyons, en Allemagne, s'accomplir dans des proportions aussi amples, un semblable procès.

La paupérisation de la petite bourgeoisie atteint, en Allemagne, un degré inconcevable. Un certain nombre d'intellectuels bourgeois en arrivent à appuyer la classe ouvrière. D'importants milieux petits-bourgeois qui, pendant longtemps, ont été en Russie nos adversaires irréconciliables et ont fourni à la contre-révolution « socialiste-révolutionnaire » un appui sérieux, sont, en Allemagne, si démoralisés qu'on ne peut plus les considérer comme un facteur important dans les prochains événements. Leur état d'esprit est tel qu'à l'heure décisive, ils seront neutres ou avec les ouvriers. La terrible banqueroute financière de l'Allemagne les a touchés au point vulnérable. Un marchand de tabac berlinois affiche sur sa porte que les impôts le ruinent, ferme boutique et adhère au Parti Communiste ; ce n'est pas une anecdote, c'est un symbole !

Avec une politique intelligente, un gouvernement prolétarien peut durer, en Allemagne, et assurer la victoire complète de la révolution : car il aura l'appui du prolétariat plus une partie de la petite bourgeoisie des villes, c'est-à-dire la majorité de la population. Et c'est la condition essentielle de la conservation du pouvoir.

La révolution allemande sera une révolution prolétarienne de classe. Cette constatation n'exclut pas une politique souple et clairvoyante à l'égard de la petite bourgeoisie. Au contraire. La révolution allemande bénéficiera de toute l'expérience russe et ne répétera pas les fautes de la révolution russe. Dès le premier moment, elle ne perdra pas de vue l'énorme importance de l'entente entre la ville et la campagne, entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Elle ne commettra pas la faute des nationalisations exagérées du petit commerce et de la petite industrie. Si la résistance des petits propriétaires n'oblige pas le gouvernement prolétarien de l'Allemagne à recourir, pour le salut de la révolution, à des mesures de rigueur, on ne peut douter que l'Allemagne ouvrière de demain suive, vis-à-vis de ces éléments sociaux, une politique attentive, prudente et juste. Dès ses premiers pas, le pouvoir révolutionnaire devra s'efforcer de conquérir la sympathie des petites gens, des intellectuels, des arti-

sans, des paysans petits et moyens, sympathie qui assurera la durée du nouveau régime.

Et c'est précisément parce que la révolution prolétarienne a en Allemagne des bases si larges et si solides, c'est précisément parce que le prolétariat aura dans les événements une si grosse prépondérance qu'il pourra se permettre le luxe d'éviter tout ce qui écarterait de lui la petite bourgeoisie. C'est précisément parce que toute une série de grandes mesures économiques socialistes sont aujourd'hui possibles, en Allemagne, que le prolétariat allemand n'aura pas besoin de léser brutalement les intérêts vitaux de la petite bourgeoisie des villes.

Quant à la merveilleuse énergie que 20 millions de prolétaires allemands trempés, cultivés et organisés, sauront déployer dans la lutte finale pour le socialisme, nous ne pouvons encore nous en faire la moindre idée (1).

UNE LEGENDE

La classe ouvrière marche au pouvoir. Le seul parti d'Allemagne qui suive une *ligne ascendante*, qui se fortifie de jour en jour malgré toutes les persécutions, c'est le parti communiste. Tous les autres partis et groupes politiques perdent leur influence.

Un des principaux mencheviks allemands, P.

(1) Les statistiques citées dans cet article sont empruntées à l'*Annuaire Economique et Politique du Mouvement Ouvrier* publié en allemand par la librairie de l'Internationale Communiste. Nous trouvons dans le même ouvrage, dans un article du camarade Varga sur la division de l'Allemagne en classes, les chiffres suivants :

Classe dominante	4.400.000
Éléments demi-prolétariens	3.500.000
Ouvriers et employés prolétaires....	26.000.000

La dernière statistique officielle de la production allemande date de 1907 et nous donne les chiffres suivants :

Population totale	55.765.460
Travaillant dans l'industrie et le commerce	26.176.168
Sans profession	1.404.985

La population des producteurs se répartit à son tour comme suit :

Indépendants	5.801.365
Ouvriers	14.250.982
Membres de famille d'ouvriers travaillant eux-mêmes	4.287.883
Gens de maison	1.042.129
Total de la population prolétarienne	19.581.994
Employés	1.588.168

Comme la population de l'Allemagne a depuis 1907 augmenté de 10 % environ, comme la concentration des capitaux et la prolétarianisation des classes moyennes ont suivi un cours rapide, les chiffres de l'*Annuaire* de l'I. C. doivent être très proches de la vérité.

Nous ferons enfin remarquer que les statistiques de l'*Annuaire* ne mentionnent pas les membres de famille de travailleurs déjà occupés dans la production et que les chiffres qu'il donne se rapportent à toute l'Allemagne y compris les régions actuellement occupées par les Alliés.

Hertz, écrivait récemment dans le *Courrier Socialiste* : « Comme la socialdémocratie, même avec les communistes, ne représente qu'une fraction de la classe ouvrière et comme une portion considérable du prolétariat intellectuel et de la moyenne bourgeoisie se trouve dans le camp bourgeois, le mouvement ouvrier socialiste n'est pas numériquement assez fort pour prendre seul le pouvoir. » Cette sentence est bien d'un menchevik. Un menchevik qui se respecte trouvera toujours mille et une raisons contre la révolution. Donnez-lui 90 % des citoyens organisés dans le parti socialdémocrate, sachant par cœur le programme d'Erfurt et les Œuvres Complètes de Kautsky, il exigera encore que le dernier centième soit consulté et, par voie de vote, détermine ce qu'est la révolution en général, si elle est nécessaire au moment actuel et lequel est préférable, de la Constituante ou de la dictature du prolétariat.

En réalité, les 20 millions de prolétaires allemands ont passé par une école d'organisation suffisante pour faire leur révolution. Et ils la feront. Toute l'action de la classe ouvrière allemande, depuis la conquête des comités d'usines par les communistes jusqu'aux élections au syndicat des métaux, à la grève d'août 1923 et à toutes les péripéties ultérieures de la lutte, montrent qu'elle a confié au parti communiste la direction du mouvement.

Les tristes héros de la 2^e Internationale détournent peureusement la tête et font semblant de ne pas remarquer ce fait essentiel qui déterminera toute la marche de la politique mondiale dans la période prochaine. Néanmoins, cela ne veut pas dire que messieurs les socialdémocrates restent les bras croisés et se résignent à leur sort. Prévoyant (ou pressentant) l'imminence de l'orage révolutionnaire et de la victoire du prolétariat allemand, le menchevisme international prend ses mesures. Il fabrique de toutes pièces la légende de l'alliance du communisme allemand avec le... nationalisme. Ni plus ni moins !

Plus la lutte de la classe ouvrière dirigée par le parti communiste s'intensifie, plus le prolétariat allemand approche de la victoire et plus hardiment le menchevisme international poursuit sa politique traîtresse et dévoile son plan diabolique contre la révolution allemande.

Personne n'ignore que, depuis plusieurs mois déjà, un duel *armé* se déroule entre le communisme et le fascisme. Presque journellement, se produisent entre communistes et fascistes des collisions qui coûtent la vie à nombre de fascistes et à des dizaines et des centaines d'ouvriers communistes. Personne n'ignore que, cet été, lorsque le Parti Communiste organisa la journée antifasciste, celle-ci fut interdite par les socialdémocrates affiliés à la 2^e Internationale. Personne n'ignore que le réactionnaire Gessler, ministre de la guerre, est le bras droit du socialdémocrate Ebert, que le général von Seeckt fait bloc avec les chefs socialdémocrates, que le coup d'Etat nationaliste de Bavère est en réalité le résultat du « travail » de ces derniers. Personne n'ignore que la socialdémocratie et la bourgeoisie nationaliste collabo-

rent depuis des années contre la classe ouvrière. Et néanmoins, les social-démocrates crient à tout venant que les communistes sont alliés aux nationalistes.

Pourquoi ?

La réponse à cette question est fournie par les frères des social-démocrates allemands, les social-patriotes français.

Les « socialistes » français affiliés à la 2^e Internationale savent parfaitement, de même que les chefs de la social-démocratie, que la victoire du prolétariat allemand et la création d'un gouvernement prolétarien dirigé par les communistes sont inévitables et très proches. Ils se rendent compte que la bourgeoisie française avec Poincaré tentera d'écraser par la force la révolution prolétarienne. Malgré leurs divergences avec Poincaré, les social-démocrates allemands et français le considèrent comme le messie, comme l'homme qui sauvera l'Allemagne et l'Europe entière des « horreurs » de la dictature bolcheviste. Pour permettre à Poincaré de lancer au moment décisif ses troupes contre la révolution prolétarienne allemande, il faut dès maintenant « préparer le terrain », créer un « moral » favorable. *C'est pour cela qu'on accrédite la légende de l'alliance du communisme et du nationalisme.*

Les social-démocrates français et allemands, de même que tous les chefs de la 2^e Internationale, veulent pouvoir, au lendemain de la victoire du prolétariat allemand, dire aux soldats français : ce qui s'est produit en Allemagne, ce n'est pas la révolution prolétarienne, mais un mouvement nationaliste, une synthèse monstrueuse du nationalisme et du communisme, la préparation de la guerre de revanche, etc... *La légende de l'alliance du communisme et du nationalisme est appelée à jouer maintenant le rôle infâme qu'a joué en 1914 le mot d'ordre de la « défense de la patrie ».* Maintenant déjà on s'efforce de noircir la grande révolution prolétarienne, on en dénature le sens, on la calomnie, comme on a calomnié durant six ans la grande révolution russe.

Ce que fait maintenant le parti socialiste français est une véritable honte. Chaque jour, le *Populaire*, organe de Renaudel, et l'*Egalité*, organe de coquin qui a nom Frossard, qui récemment encore était dans les rangs des communistes et s'est rendu à la bourgeoisie qui subventionne son journal, se livrent à une véritable orgie réactionnaire. Leur principal inspirateur, Grumbach, est un plumitif vénal qui se livre maintenant au même travail qu'en 1914, toujours sur l'ordre de la bourgeoisie. On dénature les citations, on falsifie les faits, on invente des fables de toutes sortes. On cherche à représenter le puissant mouvement du prolétariat comme un succédané du nationalisme. Journellement, on parle de l'alliance des communistes et des fascistes allemands. Ce mensonge odieux est reproduit par toute la presse bourgeoise, pénètre dans les campagnes, dans les casernes.

Poincaré peut être satisfait de ses acolytes. La fable accréditée par les chefs de la 2^e Internationale n'est que la *préparation de l'étranglement de la révolution prolétarienne allemande par l'impérialisme international, la justification morale*

d'une nouvelle guerre impérialiste contre la révolution allemande et ses alliés éventuels. Que les ouvriers du monde entier le sachent.

L'Allemagne est un pays vaincu. L'impérialisme de l'Entente lui a mis la main à la gorge. Les 20 millions d'ouvriers allemands et la multitude des petits-bourgeois urbains et ruraux sentent chaque heure, chaque jour, sur eux, le joug de la bourgeoisie étrangère. Les événements des dernières années ont remué à fond toute la petite bourgeoisie. Les frères spirituels de Poincaré et consorts, les leaders du nationalisme réactionnaire ont longtemps pêché en eau trouble. Profitant de l'effervescence, de l'alarme et du désespoir de la petite bourgeoisie, les fascistes se sont efforcés et s'efforcent encore de détourner l'attention du peuple des questions de la lutte intérieure pour la concentrer sur l'ennemi extérieur et échauffer les passions nationalistes. La situation a permis jusqu'à présent à la contre-révolution d'entraîner à sa suite bien des petites gens de la ville et de la campagne. Les communistes allemands ont non seulement le droit, mais le devoir de soustraire à l'influence des nationalistes les catégories de non-possédants, qui n'ont suivi jusqu'à l'heure actuelle ces derniers que par haine (haine juste et méritée) des oppresseurs de l'Entente.

La Commune de Paris n'était-elle pas dans son droit lorsqu'elle tentait de mobiliser contre les « Prussiens » ceux des petits bourgeois urbains et ruraux qui l'avaient servi par haine de l'oppresser étranger et de la bourgeoisie indigène qui avait vendu la France en gros et en détail ?

La révolution prolétarienne russe n'avait-elle pas, en 1918-1919-1920, le droit moral de mobiliser contre l'impérialisme anglais, français et allemand toutes les couches de la population qui consentaient à soutenir l'armée rouge par haine de l'intervention étrangère ?

Les socialistes de la 2^e Internationale eux-mêmes n'ont-ils pas affirmé que l'antisémitisme est le « socialisme des imbéciles » et que le devoir des socialistes est de soustraire au poison du nationalisme les catégories de travailleurs qui, pour une raison ou pour une autre, sont tombés sous l'influence de l'antisémitisme ?

C'est là la tâche qu'accomplissent, dans la mesure de leurs forces et avec succès, les communistes allemands. Sous leur direction, la classe ouvrière a déjà neutralisé une partie de la petite bourgeoisie et conquiert les sympathies du reste : c'est là le gage de la victoire.

Et la « guerre de revanche » ? Y a-t-il dans cette affirmation une parcelle de vérité ? La révolution allemande se prépare-t-elle à faire la guerre ?

Tout dépendra de la conduite de la bourgeoisie impérialiste. Si Poincaré et consorts lancent leurs troupes contre la révolution prolétarienne allemande, il est certain que, tôt ou tard, ils provoqueront une guerre nationale contre l'intervention bourgeoise. Que MM. Grumbach et Frossard le disent bien à leur patron Poincaré. Plus l'intervention étrangère dans la révolution allemande sera grossière et brutale, plus elle provoquera la protestation et plus les forces vives du pays se

grouperont autour de la classe ouvrière pour repousser l'opresseur étranger.

Au 7^e Congrès du Parti Communiste russe, tenu au moment des négociations de Brest-Litovsk (début de 1918), Lénine comparait le futur traité de Brest à celui de Tilsitt et déclarait, au nom des ouvriers et des communistes de toute la Russie, que, pour sauver la révolution prolétarienne de l'intervention de la bourgeoisie étrangère, il n'y avait qu'un seul moyen : unir autour de la classe ouvrière tout le pays et mener contre les oppresseurs étrangers une guerre *socialiste patriotique* (c'est le mot employé par Lénine, et avec justice, car non seulement nous pouvons, mais nous devons défendre jusqu'à la dernière goutte de notre sang la patrie socialiste).

« La révolution, c'est la paix », disent les communistes allemands. La classe ouvrière allemande, dirigée par le Parti Communiste, veut la paix. Lorsque, dans d'innombrables réunions ouvrières, les orateurs communistes déclarent qu'une fois au pouvoir ils sauveront l'Allemagne de la guerre en payant l'Entente aux frais de la bourgeoisie expropriée, ils sont accueillis par des tonnerres d'applaudissements. Lorsqu'ils déclarent que le gouvernement ouvrier allemand conclura une alliance avec la Russie soviétique et que cette alliance assurera la paix dans toute l'Europe, ils sont encore plus acclamés.

La classe ouvrière allemande veut la paix. La bourgeoisie allemande et française veut la guerre. Or, les Partis social-démocrates allemand et français sont chacun au service de leur bourgeoisie. Voilà le trait caractéristique du moment présent.

Les partis de la 2^e Internationale se sont déjà depuis longtemps engagés dans la voie de la contre-révolution. Maintenant, ils vont plus loin. Ils se font les champions de la fraction la plus intransigeante de la bourgeoisie impérialiste. Les chefs social-démocrates deviennent des contre-révolutionnaires actifs. Que ceux qui en doutent se souviennent du rôle infâme joué par les mencheviks bulgares dans les derniers événements. Et le vieux Kautsky lui-même écrivait récemment aux juifs de Russie que s'ils voulaient éviter de nouveaux pogroms, ils devaient aider à renverser le pouvoir soviétiste.

En accréditant la légende de l'impérialisme rouge, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de Russie préparent en réalité une nouvelle intervention contre la République soviétique. En répandant la légende de l'union des communistes et des nationalistes, les chefs de la social-démocratie allemande et française, mandatés par la réaction impérialiste internationale, préparent des gaz asphyxiants pour la guerre contre les ouvriers allemands.

Les leaders de la 2^e Internationale se sont fait les gendarmes de la contre-révolution. Le *Courrier Socialiste* lui-même a tout dernièrement (n^o 16) laissé échapper cet aveu :

« De représentants de la politique internationale unique du prolétariat mondial, les partis des pays « les plus intéressés » se sont transformés de plus en plus en représentants bien inten-

tionnés de « leur patrie », ne songeant qu'à trouver les compromis « les plus acceptables » pour les différentes tendances nationales. Certes, les diplomates du socialisme ont mis et mettent dans leur travail de « conciliation » infiniment plus de bonne volonté, de désir sincère de la paix, d'humanité et de respect pour l'adversaire que les diplomates des classes dominantes. »

Dans la bouche des mencheviks russes, c'est là, en vérité, un compliment qui n'a rien de flatteur pour les chefs de la 2^e Internationale, qui se sont attiré la réprobation générale. Parmi les mencheviks russes mêmes, il s'élève des voix isolées contre la trahison des dirigeants de la 2^e Internationale — ce qui n'empêche pas, évidemment, Abramovitch et Dan de jouer, à l'égard des communistes russes, le rôle assumé en France par Frossard et Grumbach.

Contre la classe ouvrière allemande et internationale, une nouvelle trahison se prépare, encore plus monstrueuse que celle de 1914. La légende de la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste a coûté des millions de vies à la classe ouvrière. Les ouvriers avancés du monde entier doivent dès maintenant, avant qu'il soit trop tard, prendre des mesures pour mettre hors d'état de nuire les faussaires de la 2^e Internationale, cherchant à répandre une nouvelle légende qui pourrait être fatale au prolétariat international.

G. ZINOVIEV.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer la fin de l'article « Social-démocratie et fascisme ».

A NOS LECTEURS

Au moment où la révolution et la contre-révolution s'appellent, en Allemagne, à régler leur compte, par la force des armes, nous croyons devoir recommander instamment aux camarades soucieux d'une information exacte la lecture de deux brochures de notre Petite Bibliothèque Communiste :

CLARA ZETKIN. — *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne*..... 0 75

PAUL FROELICH. — *La Terreur blanche en Allemagne* 1 »

On peut y joindre le discours prononcé par Rosa Luxembourg au Congrès régional de ce Parti Communiste allemand (ancienne Ligue Spartakiste) qui est appelé à jouer dans les événements de demain un rôle prépondérant :

ROSA LUXEMBOURG. — *Le Programme communiste* (suivi de : *Que veut l'Union Spartakus ?*) 0 75

Adresser les commandes à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris (10^e).

La Question des Réparations

Cet article de notre camarade Souvarine, écrit depuis un peu plus d'un mois, ne nous était pas parvenu en son temps. Nous le publions néanmoins aujourd'hui, vu que les idées qu'il défend sont restées actuelles.

Renaud Jean a publié, dans l'*Humanité* du 27 août, un article dont l'idée directrice se trouve coïncider pleinement avec celle de notre propre article sur les Etats-Unis d'Europe (*B. C.* du 6 sept.), écrit le 20 août : il s'agit de la tactique du Parti au regard de la question des réparations.

Celle-ci a été discutée dans le *B. C.* par Treint et Ollivier, avec une passion inattendue mais qui aura servi du moins à forcer l'attention des militants et peut-être, par ses aspects négatifs, à hâter le dénouement de la discussion dans nos rangs. Au point où nous en sommes, il nous paraît que la solution la moins criticable (il n'y en a pas de parfaite) n'est ni celle de Treint, ni celle d'Ollivier, mais celle que nous avons défendue et que Renaud Jean soutient aussi.

Nous avons dit que l'idée de Treint transportant en France des formules du Parti communiste allemand, bien qu'il leur attribue une autre portée en raison des différences de milieux économiques et politiques, nous semble erronée, précisément parce qu'elle ne satisfait pas à la propre préoccupation de Treint : inciter les masses au mouvement. Et Treint lui-même a reconnu que la notion des « valeurs réelles », que tout ouvrier allemand a assimilée dans l'écroulement de tant de valeurs nominales, n'est guère familière à la majorité des ouvriers français pour qui le franc-papier est encore une valeur réelle. La « réaction » d'Ollivier était donc légitime et utile, mais elle a été très faible à cause de sa forme purement affirmative, dépourvue de démonstration.

Au lieu de sonner une alarme injustifiée (chacun a le droit de dire ce qu'il veut dans une discussion, pourvu qu'il le fasse honnêtement), Ollivier aurait mieux fait de critiquer tranquillement le point de vue de Treint, qui lui aurait répondu de la même manière. Ainsi, il aurait plus efficacement travaillé à faire écarter ce que nous considérons avec lui comme une

erreur, et la controverse n'aurait pas pris cette tournure qui n'ajoute rien à son intérêt.

Quant aux propositions pratiques d'Ollivier, elles ont le même défaut que celles de Treint : elles ne donnent pas une formule populaire de combat, elles ne sont ni un stimulant ni un drapeau. De plus, elles ne fournissent pas un programme d'action commune aux partis communistes de France et d'Allemagne, ce que la question des réparations exige absolument du point de vue de l'Internationale prolétarienne Révolutionnaire — et bien que chaque parti doive aussi mener une action particulière dictée plus directement par les conditions concrètes de chaque pays, parallèlement à l'action commune.

Ce qui répond vraiment à la conscience de classe comme à l'instinct de classe du prolétariat, par conséquent qui peut unir dans un mouvement de masse la majorité des exploités, c'est la formule que répète Renaud Jean : « Tous les riches dans tous les pays doivent payer », ou cette autre : « trouver un plan capable de résoudre la question des réparations sans qu'il en coûte un sou aux travailleurs de France et d'Allemagne ». Nous avons écrit de notre côté : « La mise en commun de toutes les réparations et leur mise à la charge de toutes les bourgeoisies, tel est le contenu que peut comporter le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe pour le problème des réparations. »

Tous les travailleurs français comprennent que la classe ouvrière allemande, dont le niveau de vie est tombé plus bas que celui des esclaves africains ou orientaux, ne peut assurer la moindre part des frais de la guerre. C'est la bourgeoisie allemande qui peut et qui doit payer sa part, et le prolétariat allemand seul saura l'imposer. Mais les frais de la guerre sont trop élevés pour être mis à la charge de la seule bourgeoisie allemande : tous les profiteurs de la guerre doivent réparer les dommages et payer les dépenses de la guerre. Voilà ce que comprennent à merveille les ouvriers de partout.

Il ne s'agit que de donner une expression à cette idée prolétarienne, et la proposition de Trotsky en fournit une. Mais on devra prendre garde que nous devons dépouiller la formule « Etats-Unis d'Europe » du vieux sens quarante-huitard dont elle est chargée, et lui donner un

contenu actuel. Loin de notre esprit l'espoir de l'embrassade générale, toutes classes confondues, chantée par les poètes romantiques : mais la solide notion des réalités économiques, une vision nette des rapports des forces sociales, une volonté ferme de lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan dans chaque pays et pour une union de toutes les républiques ouvrières et paysannes. Si le mot « Etats-Unis d'Europe » devait prêter à confusion, on en pourrait adopter un autre paraissant plus juste.

C'est, non le mot, mais la chose dont il importe avant tout de se rendre un compte exact. L'internationalisation, ou plutôt d'abord l'eupéanisation des frais, dommages et réparations de guerre s'imposera de plus en plus à mesure que les conséquences économiques de la guerre impérialiste pèseront plus lourdement sur l'économie européenne, et par suite sur les classes ouvrières et les classes moyennes successivement atteintes. Elle n'est qu'un aspect de la solidarité économique unifiant les intérêts des peuples appartenant à des Etats politiquement ennemis et économiquement séparés par les barrières des changes et des douanes. Le moment vient où l'Europe entière aura besoin du blé et des matières premières russes, du charbon et de l'outillage allemand et anglais, du fer français, pour donner une impulsion nouvelle à la production et satisfaire aux besoins des travailleurs affamés. Le moment approche aussi où le prolétariat, divisé par les trahisons de ses chefs de guerre et d'avant-guerre, comprenant sous les coups répétés de la réaction fasciste ou pseudo-fasciste la nécessité du front unique prêchée par les communistes, entrera dans l'action pour former des gouvernements ouvriers et paysans. Le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe est donc opportun comme répondant à l'interdépendance évidente des principaux phénomènes économiques et politiques déterminant les conditions de vie des peuples européens.

Ce mot d'ordre, sous cette forme ou telle autre, ne saurait évidemment impliquer une fédération d'Etats bourgeois avec des Etats soviétiques. Il s'agit d'ouvrir la voie à une union libre de républiques ouvrières et paysannes, union fondée sur une solidarité économique et politique excluant toute possibilité de concurrence, de rivalité ou de conflit entre les Etats associés et ne tolérant que des frontières linguistiques ou administratives. Il s'agit de préparer aux républiques qui se donneront un

gouvernement ouvrier et paysan avec un régime correspondant, et en premier lieu à la République allemande de demain, un statut européen qui les unisse à l'Union des Républiques socialistes soviétistes de l'Est et leur garantisse le travail dans la paix.

Dans cette Europe bouleversée par la guerre, où aucun Etat n'est en mesure de s'acquitter de ses dettes, où la Russie commence seulement à réparer ses forces économiques, où l'Allemagne est ruinée, où l'Angleterre court à une crise industrielle catastrophique, où la France est acculée à une impasse financière où tous les petits Etats sont dans l'insécurité, il n'est pas d'autre issue devant les peuples que l'union fédérative, avec l'annulation réciproque des dettes, l'imposition générale de la bourgeoisie, la réparation des dommages de guerre aux dépens du capital.

Mais la charge du budget français n'est pas due seulement au problème des réparations. C'est aussi l'intérêt d'une énorme dette qui l'alourdit, et des dépenses militaires monstrueuses. Quelle que soit la formule adoptée pour répondre au besoin des réparations, on devra la compléter par une autre qui résolve le problème financier de l'Etat français au détriment des profiteurs du régime. Le contenu n'en sera pas difficile à déterminer : les propositions de Treint et d'Ollivier ne sont pas sensiblement différentes sur ce point et le Parti saura y puiser ce qu'elles ont de bon. Quant à l'expression servant d'enveloppe à ces revendications et propre à les populariser, à leur donner un sens évident et un retentissement sûr dans les conjonctures présentes ou immédiatement à venir, elle reste à trouver : ce pourrait être, par exemple, la *mobilisation des fortunes*, formule qui satisfait pleinement le sentiment égalitaire des masses mises durement à contribution par la mobilisation des hommes pendant la guerre impérialiste.

Que le Parti adopte tel ou tel mot d'ordre, « Etats-Unis d'Europe » et « mobilisation des fortunes » ou d'autres formules meilleures et de sens identique, il est temps qu'il se décide pour ne pas laisser les militants révolutionnaires du Parti et des syndicats partiellement désarmés lors des événements décisifs en Allemagne.

Boris SOUVARINE.

Moscou, 25 septembre.

Répression et Réaction

(Appel de l'U. G. S. de Bulgarie)

A la date du 5 octobre, l'Union générale des Syndicats bulgares, dont le secrétaire est notre camarade Georges Dimitrov, a adressé à l'Internationale syndicale (réformiste) d'Amsterdam ainsi qu'à l'Internationale syndicale rouge, l'appel suivant, sur lequel nous appelons l'attention de tous nos camarades:

Chers Camarades,

Devenu maître du pouvoir par le coup d'Etat du 9 juin, le gouvernement usurpateur de Sofia a entrepris une violente campagne réactionnaire contre le peuple travailleur.

Cette campagne a atteint son point culminant le 12 septembre, lorsque le gouvernement Zankov, arguant de la prétendue préparation d'une insurrection communiste pour le 17, fit arrêter plus de 2.000 militants ouvriers et paysans. Son intention étant d'en arrêter bien davantage, mais beaucoup réussirent à se cacher.

Le gouvernement ferma alors les locaux des organisations ouvrières, prononça la dissolution de ces dernières et supprima la presse ouvrière.

La grève générale de 24 heures, décrétée afin de protester contre ces excès réactionnaires, fut réprimée par la force des baïonnettes. Les meetings furent brutalement dispersés.

Tous les moyens d'action légaux des masses ouvrières se trouvaient supprimés. L'arbitraire régnait brutalement dans les villes et les villages.

Ainsi fut provoqué et rendue inévitable l'insurrection de septembre. Ce fut une action du peuple travailleur contre un gouvernement d'usurpateurs. Son but fut la création d'un véritable gouvernement du peuple ouvrier et paysan.

Malgré son unanimité, le bel enthousiasme des insurgés, leur décision, leur abnégation, le peuple bulgare a été vaincu, surtout parce que les armes lui ont fait défaut. Le gouvernement disposait d'une artillerie puissante, d'un grand nombre de mitrailleuses, d'une partie de l'organisation macédonienne ainsi que de 10.000 officiers et soldats de Wrangel.

L'insurrection populaire écrasée, grâce au concours de ces forces, le gouvernement Zankov exerce aujourd'hui contre la population désarmée de cruelles représailles. Quinze mille ouvriers et paysans remplissent les prisons. Ces prisonniers sont traités avec une cruauté bestiale. Beaucoup ont été fusillés sans jugement. On assassine les membres de leurs familles. Les vieillards, les femmes, les enfants ne sont point respectés. Des villages ont été bombardés par l'artillerie et réduits en cendres. Leurs habitants traqués dans les forêts et les montagnes.

Tous les cheminots, les télégraphistes, les postiers,

les mineurs, les instituteurs — affiliés à nos syndicats — sont révoqués ou congédiés sur l'ordre du ministre social-démocrate Sakalov. Beaucoup d'entre eux sont internés et condamnés ainsi, eux et leurs familles, à mourir de faim.

Des Cours martiales font pleuvoir sur les vaincus leurs verdicts impitoyables. Les condamnations à mort sont fréquentes.

Pour trouver quelque semblant de justification à ses crimes, le gouvernement Zankov impute aujourd'hui au peuple insurgé des méfaits purement fantaisistes. La vérité est que les autorités révolutionnaires ont partout empêché les violences, les vengeances personnelles. Pas un cheveu n'est tombé de la tête des fonctionnaires bourgeois arrêtés par les insurgés. La protection des banques et des caisses de l'Etat a été assurée avec sévérité. La vie des officiers de Wrangel faits prisonniers par les insurgés près de Ferdinandov a été magnanimement sauvegardée. Le peuple combattant pour sa liberté ne voulait aucune tache sur son œuvre sacrée.

L'Union Générale des Syndicats de Bulgarie adresse, au nom du prolétariat bulgare tout entier, et comme en celui des milliers de victimes de la répression, à la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, à l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou et, par leur intermédiaire à toutes les organisations ouvrières du monde, un pressant appel. Une protestation immédiate doit s'élever contre les atrocités du gouvernement blanc-fasciste bulgare. L'U.G.S.B. prie en même temps les organisations sœurs de venir de toutes façons en aide au prolétariat bulgare et aux milliers d'insurgés, paysans et ouvriers, réfugiés en Yougoslavie, en Roumanie, en Grèce et en Turquie.

L'Union Générale Syndicale de Bulgarie est profondément convaincue, que toutes les organisations syndicales, quelles que soient leurs tendances politiques, ne tarderont pas à manifester leur esprit de solidarité internationale. Le prolétariat bulgare compte sur le prompt secours moral et matériel de ses frères des autres pays.

Ainsi soutenu, il résistera mieux aux coups impitoyables que lui porte la sanguinaire clique bourgeoise, monarchiste et fasciste qui gouverne à Sofia ; et son pénible chemin vers la victoire du travail sur la réaction et le capitalisme en sera écourté.

KARL RADEK

La Tactique communiste

Une brochure 1 25

L'Orage gronde dans la Ruhr

La résistance passive organisée dans la Ruhr, par le gouvernement allemand et la grosse industrie, soutenue par le Parti socialdémocrate et le bureaucratie syndicale, vient de faire place tout à coup à une brutale offensive du capital franco-allemand... Généraux français et magnats allemands de la mine se placent, en parfait accord, sur la plate-forme de l'intensification du travail et d'une sévère discipline imposée aux travailleurs. La police bleue, récemment admise par les autorités françaises, a été considérablement renforcée. Nous nous attendons à l'arrivée de nouvelles troupes françaises. Nul ne se trompe sur la portée de ces préparatifs. Les rois de la mine et leurs alliés du commandement français savent que les mesures draconiennes qu'ils vont prendre pour rétablir l'exploitation susciteront une résistance acharnée, résistance qu'il faudra briser à l'aide des baïonnettes françaises et des matraques allemandes conjuguées.

Le but commun de l'occupant français et des rois allemands de la mine est de commencer sur un bon pied l'exploitation des mines dont les installations et l'outillage viennent d'être améliorés, pendant la résistance passive, aux frais du Reich. Avant tout, il s'agit de prolonger le plus possible la journée de travail. Dans les premiers jours de la résistance passive, on n'osait traiter ouvertement ce sujet... Les généraux français affectaient de se présenter aux mineurs en libérateurs et accusaient les capitalistes allemands de nourrir des desseins d'exploitation à outrance. Les capitalistes allemands, de leur côté, eussent été enchantés qu'un arrêté des autorités militaires françaises instituant la journée de 10 heures leur permit, tout en les avantageant, de continuer la comédie du « front national uni ».

Le commencement de la manœuvre des capitalistes allemands fut marqué par un télégramme de l'agence Wolff annonçant que le général Degoutte faisait dépendre la reprise du travail de l'abolition des Conseils d'usines, de l'introduction de la journée de 10 heures et de la militarisation des entreprises. Le général Degoutte fit promptement placarder un démenti officiel : Il ne pensait ni à abolir la journée de 8 heures, ni à attenter aux conquêtes de la classe ouvrière ! Les soldats français collaient encore ces affiches quand on sut, par la presse, que MM. Stinnes, Vögler, Klockner et le directeur de mines von Velsen, après s'être entretenus avec M. Krupp, qui est en prison — dans le confortable appartement du directeur de la prison de Dusseldorf — négociaient avec le général Degoutte les conditions de la reprise du travail. Leur conférence avait lieu le 6 octobre. Le lundi suivant, on pouvait lire, affichés sur toutes les portes des mines de la Ruhr, des avis informant les mineurs qu'à partir du 9 courant la journée de travail serait de 8 heures pour l'équipe de nuit et de 12 heures pour l'équipe de jour. Les salaires restant invariables. L'administration d'un grand nombre de mines annonçait encore d'autres aggravations des conditions de travail.

Les mineurs comprirent tout de suite le jeu des généraux français et des capitalistes allemands. Nous devons ajouter ici que le replâtrage de la

Grande Coalition les a convaincus que les frais de la résistance passive leur seront imposés sous la forme d'heures de travail supplémentaires. *Chaque mineur se sent trahi et vendu.* Il n'est plus « le héros de la résistance passive » (style officiel allemand), ni « l'ouvrier opprimé par Stinnes » et que seules les baïonnettes françaises peuvent sauver (style officiel français), il est de nouveau la bête de somme qui doit peiner jusqu'à crever, pour produire les bénéfices dont le partage est d'avance réglé entre capitalistes français et allemands.

Une tempête d'indignation et d'exaspération comparable à celle des premiers mois de la révolution allemande gronde dans les mines de la Ruhr. La colère des mineurs est tellement unanime, tellement puissante, que les organisations réformistes et jaunes n'osent recommander la soumission aux exploiters franco-allemands. *Une lutte formidable semble ne pas pouvoir être évitée.* Les palliatifs de la politique de collaboration de classe n'agissent plus ; le patronat a mis au panier toute la législation ouvrière, les contrats collectifs, la loi sur les Conseils d'usines, la loi sur la durée du travail. Chaque mineur se rend compte que la question est d'être ou de ne pas être.

Tel est l'état d'esprit dans la Ruhr. Pour le moment, la bureaucratie syndicale réformiste en tient compte et se prononce pour la résistance au patronat. Fera-t-elle volte-face au dernier moment, selon son habitude ? En tous cas, le Parti Communiste et l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels, la plus puissante organisation de mineurs, n'admettront pas que la volonté de combat des masses soit brisée par des compromis toujours désastreux. L'Union vient d'inviter toutes les autres organisations des mineurs à s'unir et à préparer la grève générale de la Ruhr.

P. MASLOVSKY.

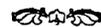
VIENT DE PARAÎTRE

JULES GUESDE

La Femme

ET LA

SOCIÉTÉ BOURGEOISE



(Pages choisies)

UNE BROCHURE FRANCO : 1 fr. 15

EN VENTE

A LA LIBRAIRIE DE « L'HUMANITÉ »
120, RUE LAFAYETTE
PARIS (X^e)

NOTES D'ALLEMAGNE

Provoquer pour réprimer.

Vieille tactique de toutes les réactions chancelantes. Provoquer l'effort révolutionnaire prématuré. Etouffer la révolution avant qu'elle ait mûri. Tous les efforts de l'Allemagne bourgeoise y tendent avec une concordance remarquable.

En Bavière, le dictateur royaliste von Kahr met les communistes et le mouvement ouvrier hors la loi, abroge la Constitution républicaine, oblige le gouvernement du Reich à s'incliner devant le fait accompli.

Dans la Ruhr et la Rhénanie, voici que les grands industriels, ceux-là mêmes qui, après s'être enrichis de la résistance passive, exigent encore du Reich qu'il les indemnise de prétendus dommages subis, viennent de se déclarer dans l'impossibilité de payer les salaires des ouvriers. Comme ils négocient et s'entendent avec le gouvernement français, ce n'est pas une continuation masquée de la résistance passive, c'est un *lock-out*. Le *lock-out* d'un million au moins d'ouvriers déjà affamés, épuisés, désespérés, prêts, comme leurs ancêtres français du siècle passé, à « mourir en combattant », puisqu'ils ne peuvent plus « vivre en travaillant ».

A Berlin, le gouvernement Stresemann met la dernière main à son projet de loi sur la durée du travail : 8 heures dans les mines, 10 heures partout ailleurs ! Il se déclare, dans une note officielle du 17 octobre, résolu à faire respecter la Constitution et les lois de l'état de siège... en Saxe rouge — pas en Bavière !

En Saxe rouge, la parole peut être, d'un moment à l'autre, aux mitrailleuses et aux grenades. Le conflit est voulu, cherché, délibérément créé par le général Muller, avec l'appui de Berlin.

La campagne des journaux d'extrême droite contre Stresemann s'est atténuée, comme celle des gazettes officieuses contre Stinnes. L'union sacrée des gros industriels, des fascistes et du dernier gouvernement démocratique se cimente pour sauver l'ordre bourgeois dans le sang des ouvriers de Dresde et de la Ruhr.

Vers une Commune allemande.

Si l'ensemble de ces faits ne laisse pas de place au doute, les événements de Saxe sont d'une signification plus claire encore. La dissolution des centuries ouvrières (constituées, rappelons-le, avec l'appui du gouvernement Zeigner) a été décrétée dans des conditions formellement scandaleuses. Le général Muller n'avait pas le droit de prendre cette mesure sans l'assentiment du commissaire civil du gouvernement saxon, le député socialiste Meyer (de Zwickau), qui vint lui présenter ses objections. Le général Muller prit néanmoins son arrêté, arguant de ce qu'il n'était « pas encore officiellement informé de la nomination de M. Meyer ». Ce stratagème bureaucratique risque d'être le commencement de la guerre civile.

Les centuries ouvrières ont annoncé qu'elles ne se dissoudront pas. Hier 17 octobre, le général Muller, continuant par un coup de force, retirait au gouvernement ouvrier de la Saxe le commandement de toute la police locale. Il publiait, le matin même, que les centuries ouvrières seraient dissoutes, au besoin par la force, avec l'aide des troupes, c'est-à-dire de cette *Reichswehr* pro-fasciste qu'il vient de faire renforcer par des milliers d'hommes du *Casque d'Acier*. Le conflit se développe avec rapidité. Le soir, nous apprenions deux nouvelles graves. D'abord, l'ultimatum du général Muller au président socialiste du Conseil de Saxe, Zeigner. Dans une lettre insolente lue à la tribune du Landtag, le général lui a demandé de désavouer formellement, avant le 18 octobre, à 11 heures, le ministre communiste des Finances, Boettcher, qui a préconisé l'armement du prolétariat et la dictature rouge. Aux applaudissements de la majorité ouvrière du Landtag (Parlement) saxon, Zeigner a répondu que son gouvernement ne se considère comme responsable que devant le Landtag, et refuse de rendre des comptes à l'autorité militaire. Que reste-t-il à faire à celle-ci, sinon arrêter les ministres et dissoudre le Parlement ? — L'autre nouvelle, point officielle, commente avec vigueur la première : le commandement supérieur de la Reichswehr vient d'envoyer en Saxe pas mal d'artillerie.

Toute cette affaire confirme que le général Muller n'a pas agi sans entente avec le ministre de la Reichswehr, M. Gessler, et, par conséquent, avec le cabinet tout entier...

Von Kahr, de son côté, exige de M. Stresemann des sanctions contre la Saxe rouge où s'est tenu, à Plauen, le Congrès des Comités d'Usines de Bavière (14 octobre, 150 délégués)... Interdit en Saxe même par le général Muller, le premier Congrès des centuries ouvrières saxonnes s'est tenu quand même le 13 octobre (155 délégués). Le bloc ouvrier est réalisé en Thuringe où se forment (13 octobre), sous l'égide du gouvernement ouvrier, un comité d'action de vingt membres comprenant des représentants du Parti Communiste, de la social-démocratie, des indépendants, de l'Union Générale des Syndicats allemands, etc., et des organisations communes de défense prolétarienne.

Le Comité central de la social-démocratie allemande a adopté (le 17) une résolution demandant — enfin ! — l'abrogation immédiate de l'état de siège, et a envoyé Hermann Muller négocier avec Ebert et Stresemann. Il y a bien des raisons de douter que ce suprême effort, pour éviter en Saxe une sanglante bataille, aboutisse. Quoi qu'il en soit, le gouvernement ouvrier de Dresde et le prolétariat qui le soutient ne reculeront pas. A la force, ils répondront par la force, et ce peut être demain l'insurrection, c'est-à-dire, pour tout le prolétariat allemand, cet impératif catégorique pro-

clamé au crépitement des mitrailleuses : *la révolution ou la mort*.

...Comme ces choses devraient être claires et devraient émouvoir profondément l'ouvrier français quel qu'il soit, le Parisien surtout ! Car c'est presque, trait pour trait, la répétition de l'histoire de la Commune de Paris... Il fallait payer en 1871, à la Prusse impérialiste, la guerre perdue. Thiers tenait à la faire payer par le prolétariat français, tout comme Stinnes et Stresemann veulent faire payer par le prolétariat allemand à l'impérialisme français leurs guerres perdues de 1914-1918 et de la Ruhr. Le 17 mars 1871, M. Thiers annonçait aux bons citoyens le « désarmement » du peuple ouvrier détenteur de quelques canons. On était en période d'état de siège. La tentative malheureuse des troupes de l'ordre, faite à Montmartre, pour s'emparer de l'artillerie de la Garde Nationale donnait le lendemain le signal de la proclamation de la Commune. L'histoire se répète.

Seulement, la Commune allemande n'aura pas moins de 15 millions de combattants.

La social-démocratie allemande.

Rien de plus faux, de plus tragiquement lamentable, à ce tournant de l'histoire, que la situation des dirigeants de la social-démocratie allemande. Ce sont eux qui ont institué avec Stresemann l'état de siège en Allemagne — c'est-à-dire donné la dictature à sept généraux sous les ordres de von Seeckt — pour, disaient-ils, faire respecter la République par la réaction bavaroise. Ah ! bien oui ! Ils entendaient éviter, à tout prix, la guerre civile. Ils ont encore trois ministres, dont le vice-chancelier Robert Schmidt, dans le cabinet de grande coalition. Et l'état de siège bavarois toute l'Allemagne, se tourne exclusivement contre la classe ouvrière, contre un gouvernement républicain présidé par le social-démocrate Zeigner, mène tout droit, à toute vapeur, le pays à la guerre civile. Et le Comité central du Parti social-démocrate en arrive, après quelques semaines, à demander — sans pouvoir l'imposer — l'abrogation de cet état de siège. Et le *Vorwaerts* se répand en protestations impuissantes et incolores...

S'ils avaient encore tant soit peu de virilité politique, les ministres social-démocrates devraient poser à Stresemann un ultimatum précis et s'en aller. « Ils ne le feront pas ! » m'assurait ce matin un social-démocrate. Ils savent trop bien ce qu'on leur dirait : « Fort bien ; allez-vous-en ! »

Leur parti presque tout entier les lâche. La moitié de sa fraction parlementaire, qui n'est pourtant pas bien révolutionnaire, veut une rupture catégorique avec les partis bourgeois. Dernière chance de sauver ce qui peut rester d'honneur à ce pauvre parti. Des régions entières se rendent à l'évidence, conviennent que les communistes avaient raison, font le front unique. Après la Saxe et la Thuringe, il se fait à Hambourg, à Solingen, à Francfort ; il est l'objet de négociations à Berlin. Les fonctionnaires syndicaux de Bonn se font les promoteurs de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat. 22 associations de coopératives — ce n'est pas un élément turbulent ! — demandent qu'un Congrès ouvrier de

l'alimentation se réunisse et pose révolutionnairement la question du ravitaillement des masses. Le Congrès régional social-démocrate de Berlin va se réunir incessamment : ce n'est un mystère pour personne qu'il donnera à l'opposition une solide majorité.

Pendant ce temps, la vieille revue scientifique de la pensée socialiste allemande, la *Neue Zeit*, fondée en 1885 et dirigée pendant 32 ans (jusqu'à 1917) par Kautsky cesse de paraître faute de ressources, de lecteurs, faute aussi de penseurs. La voix la plus autorisée du socialisme réformiste s'éteint...

Congoit-on banqueroute plus complète ?

Les émeutes de la faim deviennent quotidiennes. Dans les derniers jours, du 12 au 18 octobre, il s'en est produit de graves à Hoechst-sur-Mein où la troupe française est intervenue, à Francfort, à Hanovre, à Leipzig, à Bibrich — où la foule a désarmé la police, avant que les Français ne rétablissent l'ordre — à Gelsenkirchen, à Dusseldorf, à Cologne, à Mannheim, à Halberstadt, à Ortelsbourg, à Berlin. A Berlin des boulangeries et des épiceries ont été pillées. Il est à remarquer que la police verte, la *schupo*, s'est montrée, au cours de ces troubles, beaucoup moins brutale que naguère. En bien des cas, elle a eu, à l'égard de la foule affamée, une attitude nettement sympathique. Par contre, à Meningen, dans une bagarre sur laquelle la lumière n'a pas été faite, la *Reichswehr* a tiré et tué deux civils (14 octobre).

Le peuple a faim. La faim le chasse dans la rue. Des foules d'affamés, prêtes à devenir de terribles matérielles, mais aussi à épargner l'énergie psychique de chacun pour l'appliquer aux tâches générales de la collectivité. Voilà pourquoi au moment de la lutte révolutionnaire aigüe, la place de l'« Eros ailé » consommant tout sur son passage fut prise par l'instinct peu exigeant de la reproduction — par l'« Eros sans ailes ».

Mais aujourd'hui, le tableau change. La République des soviets, et avec elle toute l'humanité laborieuse, est entrée dans une accalmie relative. Un travail très compliqué commence où il s'agit de comprendre et de fixer définitivement ce qui a été conquis, atteint, créé. Le bâtisseur des nouvelles formes de la vie, le prolétariat, doit tirer un enseignement de tout phénomène social et psychique ; il doit comprendre ce phénomène, se l'assimiler, se l'assujettir et le transformer en une arme de plus pour sa défense de classe. Alors seulement le prolétariat, ayant saisi non seulement les lois qui président à la création des richesses matérielles, mais aussi celles qui dirigent les mouvements de l'âme, pourra entrer armé jusqu'aux dents en lice contre le vieux monde bourgeois. Alors seulement l'humanité laborieuse vaincra aussi bien sur le front militaire et celui du travail que sur le front idéologique.

Aujourd'hui que la révolution en Russie a pris le dessus et s'est consolidée, que l'atmosphère du

combat révolutionnaire s'est dissipée et que l'homme a cessé d'être complètement pris par la lutte, le tendre Eros aux ailes déployées, tombé un temps dans le mépris, réapparaît de nouveau et commence à réclamer ses droits. Il prend ombrage de l'insolent Eros sans ailes — de l'instinct de la reproduction non enjolivé par les charmes de l'amour. L'Eros sans ailes cesse de satisfaire les besoins spirituels. Il se forme un excédent d'énergie psychique que les hommes d'aujourd'hui, même les représentants de la classe laborieuse, ne savent pas encore appliquer à la vie intellectuelle de la collectivité. Cet excédent d'énergie psychique cherche une issue dans les sentiments amoureux. La lyre aux cordes multiples du dieu ailé de l'amour couvre la voix monotone de l'Eros sans ailes... L'homme et la femme ne s'unissent plus aujourd'hui comme c'était le plus souvent le cas pendant les années de la révolution, ils ne nouent plus une liaison passagère pour satisfaire leur instinct sexuel, mais ils commencent de nouveau à vivre des « romans d'amour », avec les souffrances et l'extase amoureuse qui les accompagnent.

Dans la République des Soviets, nous sommes incontestablement en présence d'une croissance de besoins intellectuels, on est plus avide de savoir que par le passé, on s'embarque plus facilement pour les questions scientifiques, pour l'art, pour le théâtre. Cette recherche dans la République des soviets des nouvelles formes à donner aux richesses intellectuelles de l'humanité embrasse inévitablement la sphère des sentiments amoureux. On observe un réveil d'intérêt à l'égard de la psychologie du sexe, du problème de l'amour. Ce côté-là de la vie touche plus ou moins chaque individu. On remarque avec étonnement entre les mains des militants qui auparavant ne lisaient que les éditoriaux de la *Pravda*, les comptes rendibles armées de révolution, remplissent les cités d'Allemagne. Au 1^{er} juillet, il y avait à Berlin 68.000 sans-travail. Au début de septembre, il y en avait 110.000, au 6 octobre, 160.000. Il n'y en a pas moins de 200.000 aujourd'hui. On estime que le nombre de chômeurs n'est pas inférieur en Allemagne (y compris les régions occupées) à 2 millions.

Et quelle n'est pas leur misère ! Le lock-out masqué de l'industrie rhénane et de la Ruhr doit l'augmenter sensiblement. 5 à 6 millions d'ouvriers font de courtes semaines et de courtes journées. Nos camarades de la *Volksmacht*, de Lübeck, calculent que le salaire actuel ne dépasse pas 15 à 20 % de celui d'avant-guerre. Mais soyons plus précis. Un métallurgiste gagnait du 8 au 14 octobre, pour sa semaine, 6 milliards 500 millions (13 pfennigs-or de l'heure !), soit 2 à 3 dollars au grand minimum. Un peintre en bâtiment gagnait, du 11 au 18 octobre, un peu plus de 6 milliards, et c'est cette semaine-là que le dollar a atteint les milliards. Un mineur de l'Allemagne centrale ga-

gnait du 8 au 15 octobre 4 milliards 750 millions, soit 12 centimes d'avant-guerre de l'heure, et deux à trois dollars... Mais le 16, un ouf coûtait 410 millions : environ 1 heure de travail dans la mine. Des brodequins de travail coûtent entre 6 et 10 dollars. Nous ne parlons que des salaires d'ouvriers faisant des journées complètes.

Episodes significatifs.

On nous permettra d'y revenir, tant leur signification est grande. Poursuivi devant la Haute-Cour de Leipzig, du chef de complot contre la République, pour avoir jeté dans la Reichswehr les bases de quelques organisations fascistes, le major Rosbach était le 13 dernier mis en liberté provisoire. Les considérants de l'ordonnance prise à son endroit disaient que « point n'était à craindre qu'il se dérobat à la justice ». Aussitôt informé le président du conseil de Dresde Zeigner lançait contre Rosbach un nouveau mandat d'arrêt. Trop tard : l'intéressé avait déjà pris le train pour la Bavière. Evasion légale, justifiée avec humour par la raison qu'il n'y a pas... d'évasion à craindre !

Pendant que se font les préparatifs de sanglantes répressions à Dresde, l'incident de frontière qui s'est produit entre la Thuringe et la Bavière est liquidé par des notes officielles émanant de Munich. Dans la nuit du 9 au 10 octobre, des bandes bavaroises avaient ouvert, à la frontière, un feu de mitrailleuses contre la police de Thuringe. On explique à Munich que la police bavaroise, renforcée par des organisations patriotiques national-socialistes, a cru devoir prendre des mesures contre une agression possible des rouges... Ainsi les « centuries anti-ouvrières » de Hitler collaborent officiellement avec la police de Von Kahr. Mais c'est la pacifique Saxe rouge qu'on pense à « désarmer », demain, à coups de canon !

R. ALBERT.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Quelques problèmes actuels du mouvement communiste

Le flot révolutionnaire monte de nouveau en Europe occidentale et chaque secousse nouvelle y rapproche le mouvement prolétarien de son but — la dictature de classe. La lutte pour le pouvoir revêt des forces tout à fait aiguës, analogues à celles que nous avons vues se développer en Russie lors de la révolution d'octobre. Sans elles, d'ailleurs, la mobilisation des masses dans un mouvement révolutionnaire conscient est impossible. L'aggravation de la lutte peut être constatée dans toute l'Europe à des degrés différents. Dans certains pays nous suivons les succès du mouvement ouvrier et de son avant-garde — le Parti Communiste ; dans d'autres, c'est la bourgeoisie qui l'emporte et maintient sa dictature sous des formes franches ; dans les deux cas, il y a aggravation de la lutte des classes et conflits armés.

Le pivot des luttes nouvelles est en Allemagne, où les événements prennent un cours rapide. La lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan y est à l'ordre du jour. L'influence du Parti communiste y grandit d'heure en heure et nous ne sommes pas éloignés du moment où le Parti aura atteint le but que Radek lui assignait dans un de ses derniers articles : un million de membres. La bourgeoisie et ses socialistes d'union sacrée comprennent que la question se pose à présent en termes positifs. Leur gouvernement de Grande Coalition est un dernier atout.

Constatons en outre l'aggravation de la lutte de classes dans les Balkans. Des conflits mûrissent entre l'Italie et la Yougo-Slavie, la Yougo-Slavie et la Bulgarie ; des conflits nationaux au sein des États vont jusqu'à des luttes ouvertes. Tel est le fond sur lequel se détache le heurt puissant du prolétariat et de la bourgeoisie. En Bulgarie coup de force réactionnaire et persécution des communistes ; mais les dictateurs sentent qu'ils ne sont les maîtres que d'une heure et qu'un soulèvement inéluctable des masses les balayera. En Yougo-Slavie, on peut s'attendre à de graves événements à la suite du conflit des nationalités. En Grèce, on vient de réprimer une ardente grève générale.

Le rôle décisif incombe, dans cette montée de l'action révolutionnaire, aux partis communistes. Les récents événements ont montré que le succès des travailleurs dépend en grande partie du degré d'organisation, de conscience et de capacité des chefs communistes. En ce sens, les récents enseignements de la lutte en Allemagne et en Bulgarie sont précieux et ont besoin d'être examinés de plus près. Arrêtons-nous sur quelques devoirs actuels des partis communistes.

Gouvernement ouvrier et paysan et contrôle ouvrier

L'Internationale Communiste a lancé au moment propice le mot d'ordre politique du *gouvernement ouvrier et paysan*. Ce n'était pas seulement donner au mouvement un but clair et réalisable, c'était

élargir le champ d'activité des partis communistes en Occident et leur permettre de gagner de larges masses paysannes.

Le *gouvernement ouvrier et paysan* — qui signifie avant tout la satisfaction des revendications des ouvriers et des paysans — implique la prise de possession des terres par les paysans, l'établissement du contrôle ouvrier sur les fabriques, les usines, l'approvisionnement et les finances, la nationalisation des branches les plus importantes de la production et des plus grandes entreprises. Dans les combats qui se livrent ou se préparent en Occident, le gouvernement ouvrier et paysan sera le point de cristallisation des efforts révolutionnaires. Insistons sur un point : cette conception précise du gouvernement ouvrier et paysan doit être sans cesse affirmée pour qu'il ne soit pas possible de confondre le gouvernement ouvrier et paysan avec un simple changement de cabinet.

Lorsque, bolcheviks russes, nous disions en 1917 : *Tout le pouvoir aux soviets*, notre mot d'ordre était concret : les soviets existaient et cela voulait dire d'autre part : la terre aux paysans, le contrôle ouvrier sur l'industrie, la nationalisation des entreprises, des banques, etc. On doit parler aussi clair en travaillant dans les pays d'Occident pour le gouvernement ouvrier.

Ce degré de clarté n'est pas atteint sur le terrain économique. Même en Angleterre, un des pays européens les plus favorisés au point de vue économique, la situation est telle que, comme l'a constaté le très modéré Sidney Webb, la statistique officielle a dû reconnaître, en novembre 1922, que les ouvriers et les employés ont énormément perdu depuis 1914. En Allemagne, en Autriche, en Italie, dans les Balkans la situation des ouvriers est lamentable. La lutte économique dans tous les pays comporte surtout des revendications partielles, en premier lieu l'augmentation des salaires. On a bien parlé en Allemagne de nationalisation, du contrôle ouvrier, de salaire réel, etc. Mais l'examen du mouvement, dans son ensemble, ne nous révèle aucun mot d'ordre économique aussi large et concret que celui du gouvernement ouvrier et paysan sur le terrain politique.

Nous en avons pourtant besoin pour concentrer l'énergie révolutionnaire des masses. Il va de soi que la nationalisation des moyens de production reste pour nous la revendication fondamentale. Mais elle ne sera réalisable que lorsque nous aurons le pouvoir. Quelle revendication générale pourrait embrasser dès maintenant tous les aspects de la lutte économique des masses ouvrières ? Ce n'est, à notre avis, que celle du *contrôle ouvrier de la production*. Les agissements de la bourgeoisie mettent en péril l'existence de millions d'ouvriers ; or, ils ne peuvent être contrebattus systématiquement que par le contrôle ouvrier sur l'établissement duquel les masses laborieuses doivent insister dès à présent. Le développement économique moderne et la lutte des classes y aboutissent du reste.

Savoir passer de la parole aux actes

Zimoviev et Radek ont formulé des critiques fort importantes lors de la discussion des fautes du Parti communiste bulgare en présence du coup d'Etat du 9 juin. Le Comité Central de ce Parti s'est trouvé incapable d'agir au moment donné ; ce qu'il en coûte aux communistes bulgares et à la classe ouvrière, on le sait. Changer la quantité en qualité, passer de l'accumulation des énergies révolutionnaires à l'activité réalisatrice, cela se peut faire sans peine si le parti progresse avec le développement de l'activité révolutionnaire et ne s'enferme pas dans une creuse rhétorique. Les troisième et quatrième Congrès de l'Internationale Communiste ont situé au premier plan l'accumulation des forces et la conquête des masses en vue de l'obtention des plus grands résultats possibles avec la moindre dépense de forces. Il ne s'ensuit pas qu'il faille y voir des *buts en soi*. Nous ne voulons ni la manie de l'insurrection ni la passivité démoralisante des partis socialistes, nous voulons une progression révolutionnaire et il en résulte une nécessité d'accumulation de forces, et une autre de manifestation active de ces forces — de soulèvements de masses, si les situations objectives le permettent.

Deux exemples parmi les événements récents sont, pour tous les partis communistes, à méditer : la Bulgarie, l'Allemagne.

Au 9 juin le Comité Central du P.C. bulgare, laissa échapper l'initiative et perdit momentanément la partie. Depuis la situation a changé en Bulgarie ; en dépit des difficultés de la situation du P.C., il faut s'attendre à de longues et âpres luttes. Le gouvernement Zankov ne satisfait aucune classe dans le pays ; un mouvement de masses peut le balayer. Et la révolution prolétarienne ne peut être qu'une révolution de masses. Nous n'aurons de succès que par le renforcement et l'organisation des masses et en passant des paroles aux actes. Dans l'expérience bulgare, un vieux Parti communiste se montre incapable de manœuvrer et de diriger le mouvement des masses (1).

En Allemagne, le parti n'a pas seulement accumulé des forces ; il s'est mis à la tête de la classe ouvrière. La grève d'août qui renversa le gouvernement Cuno a prouvé sa force et ses capacités.

Guerre à la bureaucratie

Il faut, dans nos partis, un contact étroit des organes dirigeants avec le mouvement des masses, une grande souplesse des cadres. Nous avons eu affaire dans le P.C. russe à une situation très particulière. Lénine a signalé le premier la nécessité de combattre la bureaucratie dans notre parti comme dans l'Etat soviétiste.

A cet égard les partis communistes de l'Europe occidentale ne sont pas, eux non plus, exempts de tout péché. Les centres manifestent souvent à la fois une grande activité, et un manque fâcheux de coordination avec les masses. Les résultats en sont déplorables. On l'a vu en son temps en Italie, en France, en Roumanie, en Yougo-Slavie, en

Bulgarie. Le remède à la bureaucratisation est dans une intense activité de renouvellement de l'organisation, de regroupement, de rajeunissement des Comités Centraux, dans le contact étroit avec les ouvriers. Ce sont devoirs impérieux de l'heure. Aux fonctions responsables de nos partis, il faut de vrais communistes, qui soient communistes en pratique et en théorie. Ils nous font malheureusement quelquefois défaut. L'activité de nos écoles de parti est encore faible dans divers pays ; elle est nulle dans d'autres. L'éducation marxiste des militants responsables laisse beaucoup à désirer. Nous devons en un mot maîtriser nos propres défauts. La bourgeoisie occidentale a une conscience de classe plus développée que l'ancienne bourgeoisie russe ; elle est mieux organisée ; elle ne peut être vaincue que par des partis communistes formés selon les règles de la pensée et de l'action marxistes révolutionnaires. Ajoutons que le fréquent isolement des centres de nos partis est l'héritage d'une longue activité parlementaire et de l'habitude de débattre les questions politiques autour de tables vertes ou entre leaders politiques. Nous devons en finir avec ces traditions.

La déchéance des Partis centristes

La crise de l'ordre capitaliste nous impose des nouvelles méthodes de combat et d'organisation. Les partis communistes doivent être armés pour toutes les éventualités. Ne jamais oublier qu'ils peuvent à tout moment être contraints à l'action illégale. (Exemple : les partis yougoslave et roumain). La capacité d'un parti peut trouver son expression à la tribune parlementaire à l'heure même où les militants de ce parti se battent sur les barricades. C'est sous ces conditions que l'activité des partis communistes est déterminée par les conditions politiques et économiques. La bourgeoisie dépouille aujourd'hui les apparences démocratiques et tend à la dictature non-déguisée. (Italie, Espagne, Bulgarie, Hitler en Allemagne.) Il faut être fourbe ou traître comme les piliers de la 2^e Internationale, pour ne point le voir. La classe ouvrière s'arme elle aussi, fiévreusement. Les masses prolétariennes d'Europe commencent une longue et pénible lutte. Mais, selon le mot de Marx, « elles n'ont rien à perdre que leurs chaînes ».

Les milieux sociaux intermédiaires — entre le communisme et la dictature bourgeoise — doivent perdre et perdent leur influence. A preuve la déchéance du Parti socialdémocrate allemand, celle des partis socialistes d'Espagne, de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie, etc., qui ne peuvent pas conserver leurs anciennes positions en ce temps d'intense guerre de classes et doivent périr en vertu d'une nécessité historique. De leurs effectifs, une partie adhèrera au communisme après des hésitations plus ou moins longues, une autre, moindre, composée surtout de chefs, se joindra à la contre-révolution.

V. MILIOUTINE.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

(1) Cet article a été écrit avant le récent soulèvement bulgare, dirigé par les communistes. Mais ce soulèvement n'a rien modifié au fond de la situation en Bulgarie, si l'on doit continuer à prévoir « de longues et âpres luttes ». (B. C.).